

## **Réunion de prise de contact en vue de la mise en place d'une commission de la gestion durable de la forêt en pays Toura**

Le 6 janvier 2009 s'est tenue au centre Béthanie de Man une première réunion de prise de contact autour du thème de la gestion durable de notre espace de vie et plus particulièrement de la forêt en pays Toura. La réunion a été organisée par le professeur **Bearth Thomas**.

### **I- Un tableau sombre de la déforestation en pays Toura**

D'entrée de jeu, Prof Bearth a dressé un état des lieux présentant un tableau assez sombre de la situation des forêts aujourd'hui en pays Toura. La situation qui n'était guère reluisante avant la guerre a dû s'empirer encore car les exploitants véreux de bois ne respectent aucune règle d'exploitation à faible impact et s'adonnent à une véritable destruction du couvert végétal dans l'ouest de la Côte d'Ivoire en général et en pays Toura en particulier. Outre ces exploitants forestiers dont l'impact est de loin le plus important en termes de dégâts, le professeur a présenté aussi la destruction du fait des cultures extensives. Il a exhorté la commission en gestation de tout mettre en œuvre pour sensibiliser nos femmes et mamans qui, certainement sans le savoir participent à l'avancée de la savane dans nos zones. Il en veut pour preuve des palmiers entiers qui sont souvent détruits pour des palmes pour faire des balais. Un palmier entier peut être coupé pour produire juste deux balais. Avant de finir son exposé introductif, professeur Bearth a exhorté les uns et les autres afin qu'une solution durable soit trouvée à cette situation dramatique. Si nous regardons sans agir dira-t-il, nous risquons demain d'être redevables aux générations futures. Elles seraient tentées en effet de nous demander de que nous avons fait pour éviter le désastre.

### **II- Profiter des expériences d'ailleurs**

**Gerome Tokpa**, responsable à la certification d'une concession forestière de la société de droit suisse Precious Woods ([www.preciouswoods.com](http://www.preciouswoods.com)) opérant au Gabon a été invité à la réunion pour présenter la gestion durable de la forêt telle qu'elle pratiquée dans ce pays par Precious Woods. D'entrée de jeu, Gerome a tenu à préciser que l'on peut exploiter la forêt, couper des arbres tout en menant une gestion de la forêt qui puisse permettre à celle-ci de conserver toute sa vitalité. Donc une exploitation forestière ne rime pas forcément avec la destruction du couvert végétal si une période de rotation assez raisonnable, tenant compte du

---

taux de reconstitution des essences a été bien négociée. Une telle période de rotation est basée sur des études préalables du taux d'accroissement annuel des arbres constituant le périmètre d'exploitation.

Le Gabon, ce pays de l'Afrique centrale dont 85% de sa superficie (env. 226 000 km<sup>2</sup>) est couverte par la forêt dense, a sur son sol une quinzaine de sociétés forestières. L'exploitation forestière est le deuxième pourvoyeur d'emploi aux Gabonais après la fonction publique. On pourrait alors penser que ce pays du bassin du Congo (deuxième creuset de biodiversité après l'Amazonie) est en proie à la destruction massive de sa forêt. Que non. Une récente étude de la Banque Mondiale a montré que moins de 1% de la forêt est détruite chaque année, du fait de l'exploitation forestière. C'est dire que les techniques d'exploitation à faible impact y ont fait recette et la nouvelle loi de 2001 portant code forestier a mis tous les garde-fous afin que les exploitants forestiers respectent les termes des différents cahiers des charges. Tout n'y est pas parfait mais la forêt est de manière générale préservée et elle a d'ailleurs tendance à envahir les reliques de savanes rencontrées ici et là. Toute chose qui s'avère être aux antipodes des méthodes d'exploitation peu catholiques employées par les exploitants forestiers à l'ouest de la Côte d'Ivoire.

Plusieurs interventions faites à la réunion permettent d'ailleurs d'étayer ceci :

Monsieur **Gbindé Alexis** a souligné en occurrence que les exploitants ne tiennent compte d'aucun diamètre d'essences exploitables. Toutes les essences quelque soit leur diamètre, pourvu qu'elles soient commercialisables, sont abattus. Aucun inventaire préalable n'est fait et les machines avancent dans la forêt en détruisant tout sur leur passage. En fait, il s'agit d'une exploitation archaïque digne de l'époque coloniale. Or la forêt, pourvoyeur d'oxygène est le puits de gaz carbonique par excellence. Aucun reboisement ou enrichissement des trouées d'abattage n'est entrepris. Il dit que la guerre a empiré cette situation car les exploitants n'ont plus aucun respect pour les populations dont les plantations sont détruites sans aucune compensation financière. Les exploitants ne sont redevables à personne sinon aux chefs rebelles qui n'ont malheureusement aucune idée de la manière dont est coupé le bois.

Quant à monsieur **Gouessé Bou**, représentant du Parc National du Mont Samgbé (PNMS), il s'inquiète de ce qu'il voit actuellement dans le parc qui risque à très court terme de ne l'être que de nom. Ce parc couvre une superficie de 95 000 ha avec une population périphérique de

78 000 habitants. Aujourd'hui, compte tenu de l'agrandissement de cette zone périphérique, on peut compter quelques 1,5 million d'habitants. Tout ceci expose le parc à un braconnage énorme que les seuls représentants du parc ne peuvent contrôler surtout que les armes s'achètent à tous les coins de rues dans ces zones. Si les autorités et les ONG ne viennent en aide, le PNMS n'aura plus aucune richesse faunique et floristique. Le parc est devenu un espace de grande chasse et de travaux champêtres. Les feus de brousse y sont légion en saison sèche, les chasses s'y pratiquent au vu et au su de tout le monde. C'est pourquoi, il demande de l'aide non seulement des pouvoirs publics mais aussi et surtout des ONG de protection de la nature. Il faut continuer la sensibilisation des villageois dans et autour du parc. Il faut aussi éventuellement faire venir des experts pour aider à mieux entretenir ce joyau de la biodiversité qu'est le PNMS. Des stagiaires sont aussi les bienvenus à conditions qu'on ne leur demande pas de les rémunérer. Cet appel s'adresse au prof Bearth, à Gerome et Katharina pour éventuellement chercher des contacts en Europe et faire connaître les problèmes du parc au-delà des frontières ivoiriennes. Monsieur **Siaba Sidibé** a pour sa part dit que quelques actions ont déjà été entreprises comme la culture des amandiers, des teks et de l'hévéa pour contenir l'avancée de la savane et réduire la pauvreté. Ils ont donc besoin de moyens pour continuer l'œuvre. Monsieur **Samouka Rémi Loua** a donné un témoignage de la situation de l'exploitation forestière sans loi, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui en pays Toura où les parents sont grugés et n'ont que leurs yeux pour pleurer, tant l'Etat ne joue plus le rôle régalien qui devrait être le sien dans cette zone. En effet, des exploitants sont rentrés dans leurs forêts, ont procédé à des coupes de deux pieds d'Acajou (*Khaya ivorensis*) et détruit 13 plants de cacao. Par un calcul dont eux seuls ont le secret, ils auraient remis une somme de 4000 Frs à ses parents. La situation de précarité dans laquelle se trouvent ceux-ci a fait qu'ils ont accepté cette somme dérisoire tout en sachant qu'elle ne correspondait en rien aux dégâts causés à leur forêt et plantations. Monsieur Samouka, très amer face à de telles situations demande que la commission à mettre en place puisse pouvoir entrer en contact avec les exploitants forestiers pour la mise en place d'un cahier de charges tenant compte de l'intérêt des villageois qui se voient ainsi déposséder de la manière la plus arbitraire de leur forêt. Monsieur **Baya Joseph** étaye les propos de Remi pour dire que la pauvreté des populations fait qu'elles ne peuvent rien faire pour protéger leur forêt contre le chantage des exploitants véreux. La solution passe alors selon lui par la réduction de la pauvreté en milieu paysan. Il

faut donc penser à créer des emplois, à mieux encadrer nos parents au village à rechercher des solutions compensatoires.

### **III- Un travail de longue haleine**

Après les différentes interventions des membres de la commission, Gerome a exhorté les uns et les autres à être persévérants car ce travail n'est pas du tout facile. Il est possible que certains cèdent au découragement parce que les résultats escomptés tarderaient à venir. Il faut donc que chacun des membres à son niveau soit conscient de cette donne et participe de manière active aux actions à entreprendre. De son côté, Gerome se tient prêt à venir en Côte aussi régulièrement que possible pour des séances de formation sur la gestion durable de la forêt, la gestion participative avec les exploitants forestiers, la sensibilisation des populations, etc. Le reboisement, qui pourrait être l'un des points angulaires peut être une initiative qui peut engranger de l'argent dans le cadre des mécanismes de développement propre (CDM : Clean Development Mechanism) mis en place par l'ONU depuis la conférence de Rio en 1992. Prof Bearth dira aussi que la communication reste tout aussi un volet important de telles actions et qu'il a besoin de renfort au niveau de la cellule communication. A toute fin utile, il a quand même informé qu'une rubrique sur l'environnement existe déjà sur le site [www.toura.ch](http://www.toura.ch) que chacun de nous pourrait visiter. Il a besoin d'aide pour faire vivre ce site et porter loin toutes les informations et documentations sur le pays Toura.

La réunion a pris fin vers 22 heures 30. Il faut retenir aussi qu'avant le début de la réunion tous les invités présents avaient été conviés à un repas par Prof Bearth qui n'a pas omis de remercier tous ceux qui se sont déplacés ce soir-là. En attendant la prochaine rencontre, il y a lieu de mettre en place un programme d'actions au plus vite.

Man le 06 janvier 2009

Gerome Tokpa